

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 12 AVRIL 2016

SOMMAIRE

- 1) Un avis
- 2) On discute
- 3) Le gouvernement Gattaz !
- 4) Tout fout le camp
- 5) Il écoute JLM
- 6) La pauvreté augmente en Île de France

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Pourquoi le PCF doit s'engager avec Mélenchon plutôt que dans la primaire à gauche?

PCF

Parti communiste français

MEMBRE DU

**FRONT
DE GAUCHE**

Tandis que Pierre Laurent et le PCF continuent sur la voie de la primaire, Jean-Luc Mélenchon part pour les présidentielles "hors cadre de parti" avec son mouvement La France Insoumise et le Front de Gauche semble aujourd'hui "cliniquement mort". Pourquoi la primaire à gauche est le prototype de la "fausse bonne idée" pour le PCF? Pourquoi devrait-il lutter au côté de JLM? Mon avis sur le sujet.

Etant membre du PCF, je ne peux m'empêcher d'exprimer mon mécontentement et mon refus absolu à l'idée de s'engager dans l'organisation de la primaire de la "gauche" incluant le parti socialiste. Pire, je soutiens la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour 2017, quel diable suis-je donc! Un diable peut-être, mais qui n'aspire pas à laisser son parti sombrer dans l'enfer d'un pitoyable score électoral comme ce fut le cas lors des dernières élections. Ainsi, les mots, phrases et paragraphes qui suivront sont adressés aux camarades de tous les partis du FdG à qui vous bien les lire et les entendre.

Je lis dans un article du Monde¹ du 21 février 2016 que le camarade Pierre Laurent n'aurait "aucun problème" avec une éventuelle participation de François Hollande à la primaire car il a "confiance dans le choix que feront les citoyens de gauche".

Première remarque, bien sûr que c'est un problème si François Hollande y participe. Au-delà, c'est un problème le fait que n'importe quel socialiste y participe. Non pas que j'ai en moi une haine viscérale des socialistes, au contraire, tous ne sont pas à la droite de la gauche comme Hollande ou Valls et certains partagent des valeurs communes avec nous. Malheureusement, il faut aller en profondeur dans la psychologie instaurer dans le peuple avec la politique gouvernementale menée depuis 2012. Aujourd'hui, la notion de droite/gauche n'est plus comprise par le grand nombre, elle vole donc par conséquent en éclats. Si nous nous obstinons à vouloir expliquer au grand nombre que: la droite c'est ça, la gauche c'est ça, mais le PS n'est pas à gauche...enfin si mais la plupart, notamment ceux au pouvoir font des politiques de droites car la social-démocratie... et ainsi de suite.

Bref, vous perdez votre temps! Donc première chose à analyser et à retenir selon moi, c'est le fait

que l'on doit réduire temporairement dans notre discours le nombre de termes renvoyant à la "gêche", et être en rupture total avec ce qui symbolise la gauche au pouvoir aujourd'hui, le parti socialiste. Avec un peuple qui est pour la majorité fatigué et ennuyé par la question politique, il faut donc, selon moi toujours, ne s'allier, ni marchander en aucun cas avec quelconque socialiste que ce soit. Si un socialiste veut rejoindre l'opposition, il peut soit rester au PS mais cela n'avancera à rien, ou soit quitter son parti et éventuellement rejoindre une autre formation de gauche. Nous sommes dans l'opposition! Et une primaire avec le PS nous décrédibiliserait totalement. D'entrée de jeu nous perdons, avant même d'avoir livré bataille.

Voilà mon avis catégorique sur la question de la primaire avec des socialistes. Ma seconde remarque porte sur un sujet délicat en ces temps mouvementés. En tant que communiste, ce qui peut paraître surprenant, c'est mon soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Ma décision peut paraître non-réfléchie et précipitée mais j'ai tout de suite compris la stratégie de JLM avec son mouvement: la France Insoumise².

Ce que j'expliquais à propos de la dépolitisation du peuple français et le ras-le-bol ambiant des classes politiques dirigeantes, Mélenchon l'a parfaitement compris et propose sa propre solution face à la situation. On peut lui reprocher certains aspects de sa démarche et la déclaration impromptue qu'il a faite mais le mouvement est lancé et je veux expliquer pourquoi JLM se lance sans parti mais avec un réseau indépendant qui est ouvert à tout soutien (y compris de partis politiques).

Peut-être le fait que je sois au PCF ouvrira ma démarche à d'autres camarades ou peut-être pas... Toujours est-il que deux points sont nécessaires d'étayer et d'analyser à propos de JLM et la France Insoumise. Je serais bref.

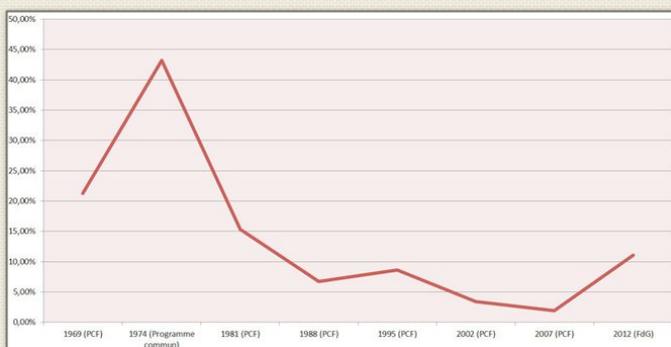
Le premier porte sur les doutes qu'ont certains envers la loyauté et la capacité de Mélenchon à être candidat pour les prochaines présidentielles de 2017. On peut lui reprocher toutes sortes de choses, sa sympathie pour Mitterrand, son "oui" au traité de Maastricht, son statut d'ex-socialiste et beaucoup d'autres points. Néanmoins, l'analyse de l'évolution de ses écrits et de ses discours au fil du temps m'a révélé **le passage de JLM de simple socialiste à véritable révolutionnaire**. C'est un R.E.V.O.L.U.T.I.O.N.N.A.I.R.E. La

La France insoumise

jlm2017.fr

Logo de la France Insoumise lancé par JLM le 10/02/16

substance de ses propos a clairement évoluée et murie (je n'écris pas ce billet pour débattre des propos que JLM a pu prononcer par-ci par-là, ça sera sujet à débat dans d'autres billets). Et puis arrêtons de lui reprocher sa participation passée avec le PS car **non seulement on ne refait pas le passé, mais aujourd'hui JLM est plus radical quant au PS que nous au PC**, qui cherchons toujours des alliances avec les socialistes et nos résultats électoraux ne font que chuter avec le temps. Il faut se remettre en question et ne pas rejeter d'un revers de main ce que dit JLM. Il faut regarder les choses en face:



Résultats électoraux au premier tour des présidentielles du PCF de 1969 à 2012 © Filip

Ce graphique illustre bien **l'échec total des alliances avec le PS** depuis le programme commun notamment (à cela s'ajoute la chute du mur évidemment). En revanche, lorsque l'on propose un bloc uni d'opposition, le Front de Gauche, en 2012 avec à sa tête J-L Mélenchon, on réalise un score à deux chiffres qui n'a pas été réalisé depuis plus de 20 ans: **11,10% des voix au**

premier tour! Moins de 7% d'écart avec le FN! Un exploit pour une formation politique qui a moins de 4 années d'existence! Mais...pour 2017 le PCF préfère se relancer avec des socialistes et se rendre illisible et invisible. Ce bloc uni qui proposait un véritable programme antisystème et qui révélait l'imposture du FN, se disloque jusqu'à devenir "un échec", je reprends là les mots d'Olivier Dartigolles³, porte-parole du PCF. La situation aujourd'hui semble coincée et étouffée par ce clivage entre communistes et Parti de Gauche. Pourtant, la campagne pour 2017 est déjà commencée. **Plusieurs personnes ont déjà déclaré leur candidature et le PCF veut attendre jusqu'au prochain congrès pour décider de sa stratégie, c'est-à-dire en juin 2016!** Bien, attendons.

Tout cela nous amène au second point. Il y en a un qui ne traîne pas car il sait que la lutte sera rude, c'est JLM. Il se lance dans un nouveau processus pour les présidentielles. Voyant que la situation avec le FdG n'avance pas, voyant que Hollande a détruit toute forme de repères politiques des citoyens et s'inspirant de la montée fulgurante de Bernie Sanders aux Etats-Unis, il décide de lancer la plateforme internet et le mouvement la France Insoumise. Il a selon moi parfaitement compris comment continuer dans la dynamique de 2012 sans se réunir sous la bannière du Front de Gauche.

La France Insoumise est ouverte à tous. Les citoyens n'ayant plus de repères droite/gauche, ce mouvement est volontairement indépendant de ce

cadre afin que tout ceux qui souhaitent se réunir contre le système sans passer par la case FN puisse le faire librement et sans avoir de carte de parti. Cet élément est plus que crucial, car le système des partis étant discrédité, on n'oblige donc pas les gens à se dire de gauche. Certains se considèrent de droite alors qu'ils ne savent même plus où ils en sont. Cela voudrait dire que la France Insoumise et JLM ne sont pas de gauche? Evidemment que non. Que les partis politiques ne servent plus à rien? Le mouvement est indépendant mais a besoin et souhaite le soutien de partis ou autres formations politiques. Il part de zéro, les partis politiques qui le soutiendront apporteront de leur force militante et également financière! **Mélenchon sait très bien qu'il sera difficile de se passer du PCF.**

Je faisais référence à Bernie Sanders. La plateforme internet utilisée est similaire si ce n'est identique. Le succès que l'on connaît à Bernie Sanders peut aussi se reproduire avec la France Insoumise. Internet permet, dans la cadre des élections, de mettre en réseau les soutiens, d'en apporter de nouveaux, de participer plus ou moins activement à la campagne de chez soi, sans être militant. Ici donc également, la manœuvre est très habile.

Au moment où j'écris ces lignes, la France Insoumise compte déjà plus de 90 000 soutiens. **J'appelle mon parti, le Parti Communiste Français, de mon modeste poste de camarade militant, à abandonner le plus rapidement possible le processus de la primaire et à soutenir la France Insoumise.** Si nous nous ne le faisons pas, je crains qu'une fois de plus, nous sombrions dans les oubliés de cette élection alors que la situation est de plus en plus préoccupante et les fascistes rodent toujours...

P.S: Je suis ouvert à toute critique constructible dans les commentaires ou sur les réseaux sociaux évidemment.

[MAJ]: Depuis les déclarations de Pierre Laurent sur la candidature de Hollande, le PCF a changé de position et a décidé de ne pas participer à une primaire avec Hollande. Cependant, la participation de socialistes est toujours d'actualité donc le passage au début vaut toujours, il faut juste reconsidérer la substance du propos avec l'actualité.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Nuit debout : Mélenchon, avec l'eau du bain ?

Par Daniel Schneidermann

Les jeunes occupants de la place de la République construisent une rupture radicale avec le mélenchonnisme. Sans acrimonie, ils affirment plus qu'ils ne revendiquent.

Il fallait que quelqu'un le dise, et c'est Fabienne Sintes, matinalière de France Info, qui s'y colle. Mélenchon est invité de la tranche matinale. Il pilonne classiquement la Société Générale, dont on vient d'apprendre - quelle surprise !- qu'elle batifolait encore dans l'offshore panaméen, en dépit de ses grandes protestations de vertu. Puis, on en vient à la Nuit debout. Mélenchon soutient le mouvement. Il est allé à la République, et «ça s'est bien passé». Qu'on discute constitution sur le pavé parisien le ravit, «conformément à ce que j'ai toujours annoncé». Mais plane tout de même un non-dit. Qui va oser ? A un moment, Fabienne Sintes, n'y tenant plus : «Monsieur Mélenchon, ils ne lâchent pas la politique, ces gens sur la place. Mais ils lâchent le système.» Mélenchon, à peine audible : «C'est clair.» Sintes : «Or vous êtes le système. Or Pierre Laurent est le système. Or tous les politiques sont le système. Alors comment vous faites pour vous raccrocher à ces gens ?»

Manifestement, Mélenchon n'attendait pas celle-là. Il encaisse. «C'est très injuste ce que vous dites. Je le combats, le système. Qui a dit que j'étais le système, à part vous ?

- Ben, vous êtes un parti politique...

- Personnellement je suis un homme.

- Vous êtes élu.

- Alors il ne faut pas être élu ? Mais vous savez dans quels pays, il n'y a pas d'élus, pas d'intermédiation ?»

Puis, retrouvant ses rails : «Je ne comprends pas votre question, sinon qu'elle veut dire une chose : vous avez la trouille.» Et montant en régime : «Vous êtes le système, le système c'est vous, c'est vous, c'est vous. Vous êtes la deuxième peau du système.» Le chroniqueur Guy Birenbaum,

consensuel : «Le système c'est nous, avec vous.»
Le journaliste politique Jean-François Achilli :
«Je vous assure qu'on n'a pas la trouille.» «Tout va bien pour vous, les gars ? Alors ce soir, il faut appeler à la mobilisation Nuit debout, allez faites-le. Faites-le !» «Chacun son métier.»

Que France Info, comme la télé, comme Libé, soient des «médias du système», c'est une affaire entendue. Même la tranche matinale de France Info, de qualité, dans laquelle le duo Sintès-Birenbaum s'efforce tant bien que mal de contrebalancer les insoutenables questions politiciennes d'Achilli, baigne dans le système. Mais Mélenchon, faut-il le balancer avec l'eau du bain, comme les jeunes occupants des Nuits debout ? Même s'ils tomberaient sans doute d'accord sur bien des points avec Mélenchon, même s'ils rejoignent par exemple son thème central de la nécessité d'une nouvelle constituante, les participants à la Nuit debout construisent de fait une rupture radicale avec le mélenchonisme. D'abord, on l'a déjà dit ici, ils ne revendiquent rien, ils affirment. Mais aussi, ils n'ont pas d'acrimonie. A leurs oreilles, comme s'ils n'en entendaient que la musique martelée, et pas les paroles, les rengaines mélenchoniennes sont des rengaines comme les autres. Mélenchon n'est plus ce paria qui faisait turbuler le système, mais un participant comme les autres de l'éternel carrousel des têtes connues, de l'abonné aux matinales et aux avant-soirées à applaudissements. Comme les jeunes manifestants de 68 défilant, sans même la remarquer, devant la vieille Assemblée Nationale, la Nuit debout a dépassé, ou court-circuité, l'étape de la revendication, ou même celle de la mise en accusation des politiques, des oligarques ou du PDG de la Société Générale. Sans doute n'est-ce pas, comme entre Marchais et Cohn-Bendit en 68, un différend politique entre le coco et l'anar. Ils sont dans des temps différents.

Le souhait confus qu'exprime la Nuit debout, c'est de construire. De construire tout de suite, autre chose, espérant implicitement que la construction nouvelle fera s'effondrer sur leurs bases les édifices vermoulus et les politiques traditionnels, ceux qui ne lâchent jamais prise, ceux qui s'accrochent à leurs mandats, si possible multiples, à leurs ressentiments, à leurs certitudes.

Plus largement, c'est la colère elle-même, qui semble d'un coup démonétisée par le mouvement. Pas de bruit ni de fureur sur la place de la République, mais d'interminables et respectueux votes à main levée, et des limitations de temps de

parole respectées. «L'affaire des Panama Papers va-t-elle alimenter le feu de la révolte ?» demande Télérama à François Ruffin, l'auteur de Merci patron !, film qui fut l'étincelle de la Nuit debout. Réponse de Ruffin : «Malheureusement, je crois que la dénonciation n'a plus vraiment d'effet sur le corps social, trop anesthésié à force de s'être pris des coups. On le dirait immunisé, ou bien atteint d'une forme grave de fatalisme. Il faut proposer une voie, tracer un chemin. Offrir des perspectives de transformation...» Entrer, en somme, dans l'après-révolte ?

Daniel Schneidermann



III) Pierre Gattaz : «Je dis stop à la loi El Khomri»

Marc Landré



«Je lance un appel solennel aux députés de droite et de gauche. Si on continue à être dans la défense d'appareils et la politique politicienne, on n'y arrivera pas», prévient Pierre Gattaz. Crédits photo : FRANCOIS BOUCHON

INTERVIEW - Le président du Medef juge que la dernière version du texte est «un monument de complexité» qui ne déverrouille en rien le Code du travail.

LE FIGARO. - Que pensez-vous de la version de la loi El Khomri sortie de la commission des affaires sociales?

Pierre GATTAZ. - Je tire la sonnette d'alarme. Je dis stop! Cette version reste dans la logique du compromis, des petits arrangements entre amis, du donnant donnant alors qu'il faudrait être dans

le gagnant gagnant, comme en Allemagne ou en Suisse. La compétitivité des entreprises a été oubliée. Je suis très inquiet: on est loin de l'ambition initiale du texte qui était de relancer l'emploi et de simplifier le Code du travail. Cette version est un monument de complexité. On est en pleine folie législative. À côté de quelques bonnes mesures, je constate un dévoiement systématique de toutes les idées initiales. Le CPA, dédié aux actifs, a été étendu aux retraités. Où ...

Cet article a été publié dans l'édition du Figaro du 11/04/2016 . 83% reste à lire.

IV) Stop à l'uberisation de la société !

Par Ariel KYROU, Journaliste , Yann Moulier-Boutang, Essayiste , Bernard Stiegler, philosophe et Bruno Teboul, Directeur de l'innovation, de la recherche et du développement de Keyrus — 10 avril 2016 à 17:11



Illustration Defense Advanced Research Projects Agency (Darpa)

La guerre des taxis contre la société Uber ne se résume pas au film des méchants archaïques contre les gentils modernes. Si l'économie participative met en danger nos structures sociales, elle peut aussi rendre possible une société plus solidaire.

Depuis les premières joutes sur le projet de loi Thévenoud dès juin 2014, le feuilleton des transports urbains n'en finit plus de multiplier des épisodes à l'intrigue convenue. D'un côté, la corporation des taxis, horde patibulaire de grincheux moyenâgeux et malthusiens dont les fédérations ont réclamé à la société Uber, dès l'ouverture du deuxième acte de son procès pénal le 11 février, la bagatelle de 100 millions d'euros de dommages et intérêt ; de l'autre, les chevaliers

blancs d'un nouvel ordre économique, Robin des bois high-tech de la plèbe des usagers, dont le service UberPop a permis à de simples quidams en quête d'emploi d'offrir à prix sacrifiés leurs talents de locomotion automobile de février 2014 à juillet 2015. Ce conte des ringards contre les modernes est d'autant plus séduisant que la société G7, reine rentière à la sorcellerie opaque, ne se transformera pas d'un coup de baguette magique en une Cendrillon des transports parisiens.

Sauf que le film des méchants archaïques contre les gentils «disrupteurs» est aussi creux qu'un blockbuster hollywoodien, vite vu, vite oublié. Il fonctionne à court terme, pour qui grogne de l'attente infinie d'un taxi le dimanche à 3 heures du matin dans la banlieue, mais ne tient guère la distance pour qui s'interroge sur le devenir de notre société et cherche des solutions durables à la crise que nous vivons.

Ne nous trompons pas de scénario : l'enjeu révélé par la série du moment n'est ni l'ardente nécessité du combat des start-up mondialisées contre les corporatismes franchouillards ni son exact inverse, à savoir l'obligation de défendre le capitalisme de vieux barons fatigués contre l'hypercapitalisme des seigneurs agiles du futur digitalisé. Non, l'enjeu qui devrait sauter aux yeux de tous les acteurs du débat est l'urgence à penser la société que nous voulons, puis à agir pour la construire.

Car pourquoi faudrait-il adouber «l'uberisation de l'économie» sans en interroger l'idéologie et les effets délétères à long terme ? Uber, qui ne déclare en France qu'une fraction de ses revenus grâce à un montage complexe d'évasion fiscale avec les Pays-Bas, les Bermudes et le Delaware, participe de la liquidation de nos structures sociales. Le court-circuit qu'il incarne menace ces fragiles équilibres entre la fiscalité, le droit social, la politique des transports, les investissements d'infrastructure au niveau local et le système de retraite. Pire : sa logique économique et sociétale préfigure l'avènement d'une jungle futuriste dont l'idéal de liberté a priori se monnaierait contre une précarisation généralisée de nos sociétés a posteriori. De fait, les plateformes comme Uber, Lyft et autres Amazon Mechanical Turk construisent leur prédation souriante sur une faible intensité capitaliste, peu d'infrastructures, un minimum d'employés salariés et des travailleurs indépendants ou des auto-entrepreneurs.

Le processus d'uberisation forme la vague originelle du tsunami de l'automatisation. Sa première conséquence, selon le rapport publié le 18 janvier par les pythies du Forum économique mondial de Davos, apôtres pourtant sans vergognes de la «quatrième révolution industrielle», serait une perte nette de 5 millions de jobs d'ici à 2020 dans les pays les plus industrialisés. Soit un constat sans appel, amplifié par plusieurs études depuis trois ans (Oxford, MIT, Institut Bruegel, cabinets Nesta ou encore Roland Berger), qui prédisent jusque 47 % d'emplois en moins à l'horizon 2025. Et cette lente mais inexorable extinction du monde salarié concerne non seulement des manutentionnaires d'entrepôt, des caissières de supermarché ou des camionneurs, mais aussi des juristes, des notaires, des journalistes, des acteurs du monde médical, etc. Pourquoi faudrait-il en effet utiliser des êtres humains pour des tâches facilement réductibles à des procédures formelles, que les robots et les algorithmes accompliront demain avec bien plus d'efficacité dans notre économie des data ? La combinaison de la robotisation et des «big data», des algorithmes et des effets de réseau nous transforme d'ores et déjà en fossoyeurs involontaires du salariat. Bienvenue dans un monde enfin «flexible», dopé par la robotisation et le travail au compteur. Un monde où usagers et clients se notent en permanence, où chacun devient son propre Big Brother et où la régulation des acteurs de tous les marchés, de l'assurance aux transports urbains, se joue en mode automatique Big data plutôt que sur le registre de la loi ou de la confiance sans calcul.

Mais gare aux erreurs de perspective : ce monde-là n'est pas une fatalité. Le numérique nous donne en effet l'occasion de reconsidérer le travail non plus tel un emploi condamné à devenir toujours plus précaire, anxigène et de l'ordre de l'auto-exploitation, mais dans le cadre d'un projet de société contributive dont ce même emploi serait un moyen parmi d'autres plutôt qu'une fin en soi.

Une entreprise comme TaskRabbit crée certes de la valeur d'usage via sa plateforme de petits emplois à la demande, mais elle garde pour elle et ses actionnaires tous les bénéfices de sa valeur d'échange. A l'inverse, Loconomics est une coopérative détenue par ceux qui y proposent leurs services. Contre les plateformes de ladite économie du partage, qui n'en a que le nom, Trebor Scholz défend le «coopérativisme de plateforme», pour bâtir une société des communs au-delà des seules dimensions économique et financière.

Le chantier est immense et à engager d'urgence. A penser sur le temps long, il est politique au sens premier du terme. Il suppose de s'atteler aux métiers du futur, concernant tout autant les orfèvres des data pour utiliser et nous libérer des algorithmes que le soin aux personnes, sans besoin de la moindre machine ; de codifier le travail d'une façon à la fois très protectrice de notre art de vivre et beaucoup moins administrative qu'aujourd'hui ; d'interroger la mise en place d'un revenu d'existence suffisant, justifié de façon structurelle par le chômage numérique massif et la lente agonie à venir de l'emploi ; d'expérimenter l'extension du régime des intermittents dans la perspective d'une société réellement contributive, d'accession et de transmission des savoirs par tous et entre tous ; d'étudier une refonte de la fiscalité selon les principes de la taxe pollen, quitte à instaurer d'abord une taxe européenne sur les flux issus du Trading haute fréquence afin de financer le revenu universel.

A ces deux cauchemars opposés et en vérité complémentaires que sont l'uberisation intégrale de la société et le souverainisme protecteur du capitalisme d'antan, nous préférons la réalisation d'un rêve : imaginer, expérimenter, construire pas à pas une société plus libre et solidaire, préférant le désaccord fécond au décervelage, qu'il se joue à l'ancienne par la carotte et le bâton ou en mode high-tech par l'obéissance aveugle à de rutilantes mécaniques artificielles et augmentées.

Ariel KYROU Journaliste , Yann Moulier-Boutang Essayiste , Bernard Stiegler philosophe , Bruno Teboul Directeur de l'innovation, de la recherche et du développement de Keyrus



LAPRESSEENREVUE.EU

V) François Bayrou : "J'écoute ce que dit Mélenchon avec intérêt"

Magazine Marianne

Le président du Modem et maire de Pau se raconte dans la revue "Charles". Il revient sur ses années de solitude, ses combats et son avenir. Et veut surtout favoriser une majorité "centrale" avec des personnalités comme Manuel Valls, sans exclure pour autant... Jean-Luc Mélenchon.



JEROME MARS /JDD/SIPA

François Bayrou ne se laisse pas dompter facilement. Alors qu'Emmanuel Macron a créé un mouvement politique "ni de droite, ni de gauche" "en marche" sur les plate-bandes du président du Modem, l'interview de ce dernier dans "Charles" résonne d'une façon étrange. Lorsqu'on lui demande avec qui il pourrait gouverner, une fois au pouvoir, il répond : "Manuel Valls, je pense que oui. Emmanuel Macron, je ne sais pas encore vraiment ce qu'il pense. Il semble souvent jouer un rôle à contre-courant de son gouvernement."

Plus étonnant, sa vision de Jean-Luc Mélenchon : "Je vais peut-être dire quelque chose de bizarre pour le lecteur. J'écoute ce que dit Mélenchon avec intérêt. Nous avons des visions différentes mais je suis intéressé par ce qu'il est, ce qu'il représente et ce qu'il dit. Peut-être même est-ce réciproque ? Au lieu d'avoir une vie politique hégémonique, j'appelle de mes vœux un système politique pluraliste. »

2017 en ligne de mire

Le maire de Pau, battu dans son fief en 2012 alors qu'il avait soutenu François Hollande au second

tour contre Nicolas Sarkozy, n'a pas tiré un trait sur ses ambitions. Il regarde ses années de solitude sans amertume. Et va même plus loin : "Ce n'est pas grave d'être seul, en tout cas pendant une période. Entre nous, je ne déteste pas ces années de confrontation. Je ne veux pas dire solitude car je n'ai jamais été seul, j'ai toujours été entouré, au moins d'un commando solidaire. Pas solitaire, solidaire."

"Je ne me laisse pas menotter facilement"

Ce commanda l'emmènera-t-il vers une autre candidature à la présidentielle? Sur ce point, sa position est claire : François Bayrou refuse la primaire de la droite. Mais soutient tout de même le maire de Bordeaux : "Si Alain Juppé est choisi, je l'aiderai ; et si je peux, je l'aiderai à être choisi. Mais je ne veux pas être prisonnier d'une primaire qui donnerait un résultat différent de celui que j'estime bon pour la France. Participer à la primaire, à ma place et avec ma responsabilité, ce serait m'engager évidemment à en respecter le résultat. Et quand je m'engage, je suis fidèle. Si je le faisais, je serais menotté, et je ne me laisse pas menotter facilement."

Pour autant, croit-il dans les chances de son poulain ? Ou attend-t-il sa défaite pour se présenter une quatrième fois à l'élection présidentielle ? "Juppé est la seule chance crédible de sortir du champ partisan dans lequel nous sommes. Si cette chance ne se réalisait pas, alors je prendrai mes responsabilités. Et ce sera intéressant." Bayrou laisse donc la porte très ouverte. Dans un coin de sa tête, l'idée de peser pour faire renaître le centre, cette force politique éclatée depuis que l'UMP a tenté de réunir l'UDF et le RPR en 2002. L'ambition est donc immense. Et le chemin, pour le moins étroit...



LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Inquiétante hausse de la pauvreté en Ile-de-France

Par latribune.fr



La pauvreté en Ile-de-France a augmenté beaucoup plus vite qu'ailleurs en France. (Crédits : reuters.com)

Le Secours Catholique vient de publier une étude faisant état d'une aggravation de la pauvreté en Ile-de-France plus forte que dans le reste du pays. La Seine-Saint-Denis est particulièrement touchée.

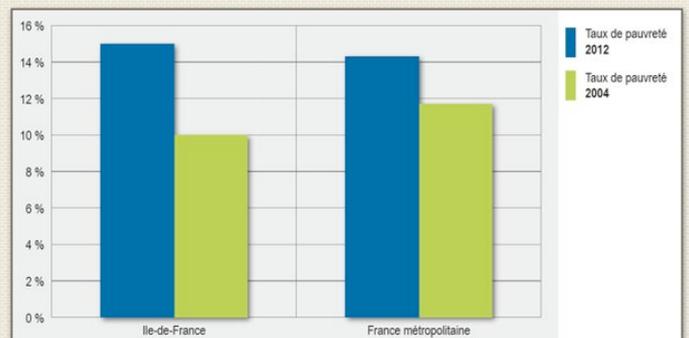
Le Secours Catholique tire la sonnette d'alarme. L'association vient de publier une étude dans laquelle elle dénonce une forte aggravation de la pauvreté en Ile-de-France.

"L'Ile-de-France est la région la plus riche et la plus inégalitaire de France", déplore le Secours Catholique.

Disparités territoriales

15% de ses 12 millions d'habitants, soit 1,2 million de personnes, gagnerait moins de 990 euros par mois. Cette proportion atteint 26,9% en Seine-Saint-Denis, tandis qu'elle n'est que de 11,8% dans les Hauts-de-Seine, et de 8,9% dans les Yvelines.

Pis ! Les franciliens pauvres sont plus pauvres que la moyenne nationale. La moitié d'entre eux ont un revenu inférieur de 24% au seuil de pauvreté, contre 21% pour le reste de la France métropolitaine.



Catherine Coutansais @catCoutansais
Secours Catholique : En 8 ans la proportion de ménages pauvres en IDF a augmenté de 5%

Le rythme d'aggravation de la pauvreté inquiète également le Secours Catholique. D'après son étude, la proportion de ménages pauvres en Ile-de-France a augmenté deux fois plus vite que la moyenne nationale. Elle a augmenté de 5 points entre 2004 et 2012, tandis qu'en France métropolitaine, cette proportion n'a augmenté que de 2,6 points.

Le 9-3, département le plus pauvre de France

La Seine-Saint-Denis est le territoire le plus

plus touché par la pauvreté. Vingt-deux de ses 36 communes de plus de 11.000 habitants sont classées parmi les 50 communes les plus pauvres de la région. Le Secours Catholique recommande d'accentuer "les efforts de solidarité". Ceux-ci "doivent être plus importants sur ce territoire et se traduire notamment par une amplification du système de péréquation des aides publiques ».

Priorité logement

D'une manière générale, l'organisation associative réclame une politique du logement plus volontariste, notamment pour l'accès au logement des plus pauvres. Si elle approuve le Schéma régional de l'habitat et de l'hébergement, elle demande toutefois que celui-ci intègre davantage de logements accessibles aux personnes les plus pauvres, si possible installées dans les communes "les plus favorisées au plan économique". Il s'agit d'éviter la création de nouveaux "îlots de pauvreté". Le Secours Catholique préconise également d'étendre à d'autres villes "l'expérimentation de l'encadrement des loyers". La création d'un observatoire qui mesurerait chaque année "l'évolution de l'équilibre territorial de l'Ile-de-France", fait également parti des recommandations.

**LA
TRIBUNE**

LAPRESSEENREVUE.EU



Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

A Suivre...
La Presse en Revue